



Parfois critiqué par ses pairs pour son indépendance d'esprit, Dick Marty a forcé l'admiration des Suisses par son courage, sa ténacité et son attachement à la justice et à la morale au cours de ses seize ans passés au Conseil des Etats.

Photo Remo Nægeli

DICK MARTY

INTERVIEW DE DICK MARTY

Ex-autorité morale du Parlement, le Tessinois ose croire à un monde meilleur en 2012. A condition de trouver les bonnes réponses aux graves menaces qui se profilent.

Par [Christian Rappaz](#) -

Mis en ligne le 11.01.2012

Le justicier. L'éternel révolté. L'empêcheur de tourner en rond. L'esprit libre. L'animal solitaire. Le record de qualificatifs détenu par Dick Marty n'est pas près de tomber. Et pour cause, il faudra sans doute attendre longtemps pour qu'un parlementaire fédéral mette autant de conviction et d'acharnement que le Tessinois à défendre la moralité du débat politique sous la Coupole. Récemment porté à la vice-présidence de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), l'ex-conseiller aux Etats, aujourd'hui à la tête de l'Assemblée interjurassienne et du Conseil de l'Université de Neuchâtel, s'est aussi fait respecter au-delà de nos frontières par ses enquêtes courageuses sur les prisons de la CIA en Europe et le trafic d'organes au Kosovo réalisées pour le Conseil de l'Europe.

Ancien président de la commission des Affaires extérieures de la Confédération, Dick Marty, Valaisan d'origine – il possède la bourgeoisie de Guttet-Feschel, dans le Haut-Valais, et une maison à Loèche-les-Bains – et aveugle jusqu'à l'âge de 8 ans des suites d'une maladie rétinienne, a accepté de dresser un état des lieux de la planète et de la Suisse, et d'évoquer les dangers, les espoirs et les défis qui nous attendent en 2012.

Avec la démission de Philipp Hildebrand, l'année a commencé très fort en Suisse. Quel regard portez-vous sur cette affaire?

Je lève mon chapeau à M. Hildebrand qui s'est sacrifié dans l'intérêt de la Banque nationale et du pays. Rien, réglementairement, ne l'obligeait à le faire, même si son épouse ne s'est pas montrée exemplaire. Malheureusement, les méthodes brutales de l'UDC et de Christoph Blocher se sont une nouvelle fois avérées payantes. C'est très inquiétant. Si Blocher avait la stature d'un homme d'Etat, ce qu'il n'a jamais eu, il serait parvenu au même résultat sans mettre en jeu la réputation de notre place financière. De la façon dont les documents mettant en cause la famille Hildebrand se sont retrouvés pratiquement sur la place publique, celle-ci a été gravement atteinte.

Chômage, tensions internationales, crises, révolutions, beaucoup parlent de l'année qui commence comme celle de tous les dangers. Faut-il avoir peur de 2012?

Non. La peur est mauvaise conseillère, on le sait. Malheureusement, beaucoup de politiciens et de décideurs l'exploitent comme instrument de pouvoir. C'est vieux comme le monde. Même les écologistes en abusent parfois. Ne tombons pas dans ce piège. Croyons en nous et cessons d'avoir peur de tout.

Comment entrevoir 2012 sans émettre quelques craintes, pourtant?

Je ne suis pas Madame Soleil. Les événements qui se succèdent sont si soudains et imprévisibles que personne ne réussit à les anticiper. Je pense que 2012 réservera son lot de surprises, mais je peux aussi m'imaginer que le mouvement des indignés, embryonnaire et un peu folklorique, a le potentiel de provoquer un embrasement brutal. Une sorte de Mai 68 planétaire, initié par une jeunesse révoltée, sacrifiée sur l'autel de la crise économique et ulcérée par les profondes inégalités creusées par une petite clique, y compris en Suisse, qui s'enrichit de façon éhontée. Un déséquilibre social qui peut également provoquer des troubles en Chine s'il atteint le point de rupture.

Les plus pessimistes évoquent l'hypothèse d'un nouveau conflit majeur, avec l'Iran comme déclencheur. Vous parlez vous-même d'un climat rappelant les années 30 parfois...

Je pense qu'on surestime le danger iranien et qu'on sous-estime celui que fait planer le Pakistan, détenteur de l'arme nucléaire. Cela dit, je ne crois pas à la thèse de l'histoire qui se répète mais je sais que les mêmes causes provoquent les mêmes effets. Or, on constate, comme dans les années 30, une volonté de construire un ennemi qui serait la cause de tous les maux. Les juifs et les communistes à l'époque, les étrangers aujourd'hui. Cette tendance s'accompagne d'une remontée du populisme et des nationalismes avec, à la clé, l'émergence de dirigeants politiques qui crient fort et proposent des solutions simplistes. Alliées à la crise économique les similitudes sont donc troublantes. Malgré tout, je reste convaincu que l'humanité retient les leçons de l'histoire et ne retombera pas dans la folie de la guerre.

A quoi les optimistes peuvent-ils se raccrocher finalement?

En chinois, l'idéogramme du mot crise résulte de l'association de deux idéogrammes: wei, le danger, et ji, l'opportunité. Sous la pression des graves dangers qui le menacent, le monde saura saisir la chance d'opérer les changements qui le rendra meilleur. Cela passe par plus de justice, plus d'égalité et, surtout, par une répartition plus équitable des richesses. Autant de bombes à retardement qu'il s'agit de vite désamorcer. Hélas, alors que le temps presse, les gouvernements continuent à faire des cadeaux fiscaux aux plus riches et à fustiger les communautés étrangères en brandissant, comme en Suisse, des statistiques de criminalité biaisées alors même que d'autres formes de criminalité ne sont pas poursuivies. Je pense à Swissair et à UBS, qui ont fait bien plus de dégâts au pays que tous les étrangers réunis. Mais c'est un autre débat...

Difficile de vous ranger dans un camp ou dans un autre tout compte fait. En revanche, en tant que représentant de la droite bourgeoise, vous administrez une fois de plus la preuve de votre indépendance d'esprit...

Je suis toujours surpris que cette indépendance surprenne. Pour moi, c'est un état naturel. Concernant mon camp, bien que je garde un fond de scepticisme, j'appartiens clairement à celui des optimistes. Mes multiples engagements en témoignent. Ce qui ne m'empêche pas de rester réaliste. Je constate par exemple que les Etats manquent cruellement de grands leaders, capables de modifier le cours de l'histoire comme l'ont fait les de Gaulle, Adenauer ou Churchill. Je remarque aussi que l'époque où un pouvoir politique contrôlait un territoire est révolue. Avec la globalisation, les nations sont à la merci de ce qui se passe hors de chez elles et subissent les diktats d'entités n'ayant aucune légitimité démocratique comme le G8, le G20 ou les marchés financiers. C'est pour lutter contre ces emprises que nous avons besoin de grands ensembles comme l'Europe.

Une Europe bien mal en point pour ne pas dire au bord de l'explosion...

C'est ce que prétendent les Etats-Unis et les pays anglo-saxons en général. Ce n'est pas mon avis. Ceux qui spéculent sur l'anéantissement de l'Europe se trompent. L'Union vit certes une grave maladie de jeunesse, mais elle en guérira et en sortira renforcée. On peut dire ce que l'on veut, fustiger ses énormes déficits, la construction européenne a accompli des progrès spectaculaires. Combien la Suisse a-t-elle mis à se former? Et puis, contrairement à ce qu'on craignait, l'Europe n'a détruit ni les cultures ni les spécificités locales. De ce point de vue, McDonald's a fait bien plus de dégâts que Bruxelles...

C'est l'europhile convaincu qui s'exprime, celui qui souhaite que la Suisse adhère le plus vite possible à l'Union?

Je ne dis pas qu'il faut se précipiter. Je dis qu'on doit y réfléchir sérieusement, faire une pesée d'intérêts en laissant de côté les préjugés émotionnels. Aujourd'hui, le bilatéralisme est devenu un dogme qui interdit toute réflexion et toute imagination. Bilatéral signifie accord des deux côtés. Je crois qu'il faut être borgne pour ne pas voir qu'en face on se dit que la Suisse a assez mangé à la carte et qu'il est temps qu'elle prenne ses repas en commun. Plus l'Union s'élargira, plus cette évidence s'imposera. Si la France, l'Allemagne ou l'Italie ont une sympathie pour le petit cousin suisse, des pays comme la Hongrie ou la Pologne, qui ont consenti de gros efforts pour rallier l'UE, n'ont aucune compréhension à notre égard. Je vais dire quelque chose d'hérétique, qui peut m'envoyer au bûcher, mais avec l'euro, la Suisse se porterait encore mieux.

Dans ce monde compliqué et multipolaire, vous réclamez une Suisse plus offensive, plus sûre d'elle...

Absolument. Nous possédons des atouts formidables. La Suisse est moderne, stable, peu endettée, dotée d'un excellent système de formation. Alors, pourquoi continuer à jouer en défense, à avoir peur de la confrontation et sans cesse demander des traitements spéciaux? Au contraire, nous devons nous affirmer, participer au développement du monde. En finir avec le secret bancaire, ce refuge pour fuyitifs fiscaux de pays amis et démocratiques, avoir le courage de contre-attaquer, de dire aux Anglais, aux Américains: «Vous êtes des salopards et des hypocrites sur le plan financier. Nous nous sommes mis en ordre, faites le ménage chez vous et cessez de donner des leçons aux autres!»

Beaucoup auraient aimé vous voir au Conseil fédéral...

Pour être conseiller fédéral, j'aurais dû m'y prendre autrement. Utiliser la langue de bois, rester dans le rang. En Suisse, on aime le gazon bien coupé, sans brindille qui dépasse. Même si une forte amitié me lie à Alain Berset, je pense que Pierre-Yves Maillard a été victime de ce nivellement en décembre. Trop profilé. Notre système politique fondé sur le consensus exige de suivre une ligne médiane qui rime souvent avec médiocrité. Cette réserve, cette langue de bois, c'est pourtant tout ce que les citoyens détestent, ce qui décourage les gens à s'engager. Il faut tuer ce système. Les médias peuvent y contribuer. Quant aux regrets, ils ne servent à rien. Je pense simplement que, pour d'obscures raisons tactiques, notre président de parti, Fulvio Pelli, a privé le Tessin d'un conseiller fédéral au moment de la succession de Pascal Couchepin.

Vous vous lamentez souvent sur la faiblesse des échanges sous la Coupole. Ravi de ne plus y être donc?

Je suis content, en effet, de ne plus avoir à perdre autant de temps à écouter des débats médiocres et inutiles puisqu'on sait d'avance comment ils vont se terminer. Au risque de passer pour un nostalgique, je constate qu'il n'y a plus d'orateurs dignes de ce nom, ni de vivacité intellectuelle au Parlement. La politique suisse est devenue vulgaire, méchante, trop personnalisée et trop partisane. Lors de la dernière campagne pour le Conseil fédéral, on a préféré s'écharper pour la répartition des sièges et l'élection de Mme Widmer-Schlumpf, plutôt qu'aborder des sujets ultra-importants pour le pays. C'est désolant et déprimant.

Que pensez-vous de...

L'affaire DSK

«Dès le premier jour, j'ai pensé que Dominique Strauss-Kahn était tombé dans un piège. Il y a trop de faits troublants, trop de choses qui ne marchent pas dans cette affaire. Sur la base des images vidéo, on sait par exemple que la police américaine a menti en affirmant que DSK avait quitté précipitamment son hôtel.»

Barack Obama

«La déception totale. Un président sans force, prisonnier d'un système ridicule et qui ne tient aucune de ses promesses. Il n'a par exemple jamais traduit dans les faits son fameux

discours du Caire sur la situation au Proche-Orient, qui avait suscité tant d'espoir. Je ne lui pardonne pas non plus sa phrase, «Justice a été faite», après la mort de Ben Laden. Mettre deux balles dans la tête de quelqu'un sans l'avoir jugé n'a rien à voir avec la justice.»

Bachar Al-Assad

«J'ai parlé une heure avec lui il y a deux ans. J'ai découvert un homme déconnecté des réalités, dont le pouvoir a été confisqué par la clique qui entourait déjà son père. Président par accident, après la mort de son frère qui avait été désigné pour assumer cette fonction, ses jours à la tête de la Syrie sont comptés.»